



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°136 30 NOVEMBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

FINANCEMENT
PAR LA
BANQUE
MONDIALE DE
LA LUTTE
CONTRE
L'ÉROSION
COTIERE

**KENYA : UN TAUX
DE PENETRATION
RECORD POUR LES
SERVICES MOBILES**

**SOUDAN :
RENFORCEMENT DE
LA COOPERATION
ECONOMIQUE
BILATERALE AVEC LA
TURQUIE**

**BURKINA FASO :
ECHANGES
COMMERCIAUX ENTRE
LA FRANCE ET LE
BURKINA FASO A FIN
SEPTEMBRE 2018**

**COTE D'IVOIRE :
IMPACT INCERTAIN
DU *BREXIT* SUR
L'INDUSTRIE DU
CACAO**

**TANZANIE : APPEL
D'OFFRES
INTERNATIONAL POUR
LA PRODUCTION DE
600 MW A PARTIR DU
CHARBON**

**NIGER :
DECOUVERTE D'UN
NOUVEAU BASSIN
PETROLIER AU
NIGER**

**NIGER : LE PAYS
SOHAITE DOUBLER
SA PRODUCTION
D'ÉLECTRICITE D'ICI
2024**

**GUINEE-
BISSAU :
NOUVEL ACCORD
DE PECHE AVEC
L'UE**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Tanzanie : projet routier reliant la Tanzanie au Burundi

La Banque africaine de développement (BAfD) a accordé un prêt de 322 MUSD pour le financement du projet routier Rumonge-Gitaza (45 km) et Kabingo-Kasulu-Manyovu (260 km), reliant le Burundi à la Tanzanie. Ce projet renforcera l'intégration régionale en facilitant notamment le commerce dans la Communauté de l'Afrique de l'Est. Le projet qui doit être achevé en 2023, comprend plusieurs phases, dont la transformation du tronçon de route Kabingo-Kasulu-Manyovu en Tanzanie du gravier au bitume et la réhabilitation du tronçon de route pavée de Rumonge-Gitaza, au Burundi.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Financement par la Banque mondiale de la lutte contre l'érosion côtière

Le programme de gestion du littoral ouest-africain de la Banque mondiale a été officiellement présenté le 19 novembre. La Côte d'Ivoire bénéficie d'un prêt de 24,4 M EUR afin de lutter contre l'érosion côtière dans la région de Grand-Lahou. Le Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) a été lancé en avril 2018 et concerne la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Mauritanie, le Sénégal, Sao-Tomé et Principe et le Togo.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ L'OPEP accorde un prêt de 22 M USD pour financer la réhabilitation du corridor Cotonou-Niamey

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) va décaisser 22 M USD pour financer la réhabilitation du corridor Cotonou-Niamey, notamment la section Béroubouay-Malanville qui s'étend sur une longueur de 169,4 km. S'ajoutant aux 111 M USD obtenus de la part de la Banque islamique de développement (BID), en avril 2018, ce nouveau prêt vient boucler le financement nécessaire pour mettre en place le projet de réhabilitation. Les travaux devraient prendre en compte l'aménagement de 65 km de pistes en terre, la construction de 15 salles de classe, 2 centres de santé, 8 marchés ainsi que 10 forages. Ces investissements entrent dans le cadre du programme d'action du gouvernement béninois.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Agrofood & Plastprintpack West Africa 2018

Après 4 éditions à Accra, le salon international AgroFood & Plastprintpack West Africa s'est délocalisé à Abidjan du 20 au 22 novembre. Organisé par la structure allemande Fairtrade sur le thème « Ajouter de la valeur à la modernisation de l'industrie agroalimentaire et plastprintpack en Afrique de l'Ouest », le ministre de l'Agriculture l'a inauguré en présence des ambassadeurs d'Allemagne, des Pays-Bas et de Turquie. Soulignant les synergies possibles avec le SARA, il a rappelé aux 80 exposants et professionnels les défis de la transformation sur place des produits agricoles et l'emploi des jeunes.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : la Banque centrale maintien sa politique monétaire

Lord du dernier Comité de politique monétaire de l'année, le Gouverneur de la Banque centrale, Godwin Emefiele, a annoncé le maintien du taux directeur à 14% (et ce depuis juillet 2016) avec un corridor autour du taux directeur à +200/-500 pdb, des réserves obligatoires à 22,5%, et du ratio de liquidité à 30%. Le Gouverneur a justifié cette décision par une inflation relativement stable depuis juillet (à 11,26% en octobre) et l'accélération attendue de la croissance au 4^e trimestre 2018 grâce à l'exécution effective de l'Economic Recovery and Growth Plan ainsi que du Budget 2018. Le Comité a également souligné la stabilité du taux de change et le maintien d'un niveau jugé suffisant de réserves de change (41,5 Mds USD mi-novembre).

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : augmentation du taux directeur à 6,75%

Le 22 novembre, la Banque centrale a annoncé sa décision de rehausser le taux directeur à 6,75% (annulant ainsi la baisse de 25 pdb en mars dernier). Elle a justifié sa décision en évoquant les risques croissants qui pèsent sur l'économie sud-africaine, notamment la hausse de l'inflation et la faiblesse du rand. Par ailleurs, la Banque centrale a de nouveau abaissé ses perspectives de croissance pour 2018 à 0,6% contre 0,7% annoncé lors du précédent comité de politique monétaire. L'inflation, quant à elle, a été revue légèrement à la baisse de 4,8 à 4,7% pour 2018 et de 5,7 à 5,5% en 2019. Dans ce contexte, la banque centrale précise qu'il ne faut pas interpréter le relèvement des taux en novembre comme le début d'un cycle de hausse.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : hausse de l'inflation en octobre

Au mois d'octobre 2018, l'inflation a progressé de +5,1% par rapport à la même période en 2017, après s'être maintenue à +4,9% pendant deux mois. Cette augmentation est attribuable à la hausse du niveau des prix du groupe « transports » (toujours alimenté par l'évolution des prix des carburants) qui contribue à hauteur de 1,5 point de pourcentage au chiffre du mois d'octobre (contre 1,2 pp en septembre).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le Trésor prévoit un déficit budgétaire des municipalités de 4,7 Mds ZAR sur l'année 2018/2019

Les dépenses d'exploitation pour l'eau, l'électricité, le traitement des eaux et la collecte des déchets comptent pour la moitié de ce type de dépenses.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : maintien du taux directeur à 9,75%**

Le 21 novembre, la Banque centrale a publié son [rapport de politique monétaire](#) dans lequel elle a annoncé le maintien du taux directeur à 9,75%. Selon l'institution, bien que l'inflation ait dépassé la cible définie entre 6 et 8%, le phénomène devrait être temporaire, car largement dû à la dépréciation du kwacha au mois d'octobre et aux pressions à la hausse exercées par le prix du pétrole. Le déficit budgétaire est attendu à 7% du PIB en 2018 et 6,5% en 2019 (contre 7,8% en 2017).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : augmentation significative des transferts de la diaspora**

Dans son dernier rapport hebdomadaire, la *Central Bank of Kenya* fait état d'une hausse de 39,5 % des transferts de la diaspora sur l'année écoulée. Ainsi, de novembre 2017 à octobre 2018, les montants cumulés auraient atteint 2,6 Mds USD contre 1,8 Md USD au cours des douze mois précédents. La moitié de ces transferts proviennent d'Amérique du Nord tandis que 32% proviennent d'Europe. Cette hausse serait en partie imputable à l'amnistie fiscale offerte par les autorités à l'égard des citoyens kenyans rapatriant des fonds de l'étranger.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : un taux de pénétration record pour les services mobiles**

Dans son dernier rapport trimestriel, la *Communication Authority of Kenya* souligne que le taux de souscription à des services mobiles a augmenté de 13,2% sur l'année écoulée. Ainsi, le nombre de souscriptions à des services mobiles est passé de 40,2 millions en juin 2017 à 45,5 millions en juin 2018, soit respectivement 88,7% et 97,2% de la population. A titre de comparaison, le taux de souscription à des services mobiles en Afrique sub-saharienne serait de 44% en 2017.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : examen par l'Assemblée du projet de loi de finances 2019**

L'examen du PLF 2019 a débuté le 26 novembre à l'Assemblée nationale. Selon le document préparatoire, en 2019, le taux de croissance du PIB atteindrait 5,2%, porté par le secteur secondaire (+7,5%). Le déficit public devrait s'élever à 3,5% du PIB (-0,2 pts par rapport à 2018) tandis que recettes budgétaires atteindraient 12,5 % du PIB, en hausse de 0,3 point par rapport à 2018. Les réserves en devises seraient équivalentes à 4 mois d'importations en biens et services et le taux d'inflation s'élèverait à 6,8 % en fin de période. L'Ariary devrait se déprécier en raison du creusement du déficit commercial, de la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs et de l'appréciation du dollar américain.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Somalie : soupçon de détournement de fonds au sein du ministère des Finances**

Le comité parlementaire chargé des questions financières et budgétaires a publié un rapport interrogeant le ministère des Finances sur l'utilisation opaque et hors de l'exercice budgétaire 2018 de plus de 42MUSD de fonds, dont 20 MUSD d'aide budgétaire apportée par l'Arabie saoudite et 6MUSD par la Banque mondiale. Ces montants sont considérables eu égard au budget de l'Etat : en 2017, le budget somalien s'élèverait à 232 MUSD, financé à 40 % par des dons, répartis entre l'aide multilatérale (40 %) et l'aide bilatérale (60 %).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : renforcement de la coopération économique bilatérale avec la Turquie**

A l'occasion de sa visite à Khartoum, le vice-président turc Fuat Oktay a indiqué qu'il souhaitait développer la coopération pour l'énergie, l'agriculture, l'élevage et les transports, et a annoncé l'implantation prochaine d'une banque turque à Khartoum. Il a également souligné que la fréquence des vols de Turkish Airways à destination du Soudan allait augmenter de deux vols par jour. Cette visite intervient après la rencontre entre les deux chefs d'Etats fin 2017, rencontre qui amorçait un rapprochement diplomatique des deux pays. De surcroît, c'est l'entreprise turque Summa, spécialisée dans le BTP, qui est aujourd'hui chargée de la conception du nouvel aéroport international de Khartoum.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : lancement des e-visa en Tanzanie**

Le gouvernement tanzanien vient de mettre en place un service d'obtention des visas et permis de résidence en ligne. Le lancement des services électroniques de visas sont en phase avec la politique gouvernementale en matière de technologies de l'information et de la communication. Selon le gouvernement, les services de visas et de permis électroniques seraient reliés à d'autres systèmes gouvernementaux relevant de la Tanzania Revenue Authority (TRA) et du Tanzania Investment Centre (TIC). En octobre, le bureau du Premier ministre avait diffusé un projet d'avis contenant des propositions concernant les secteurs dans lesquels les non-ressortissants (expatriés) seraient autorisés à être employés en Tanzanie, restreignant ainsi fortement l'octroi de nouveaux permis de travail.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : échanges commerciaux entre la France et le Burkina Faso à fin septembre 2018**

A fin septembre 2018, les exportations de la France vers le Burkina Faso sont en hausse de 8,5%, à 197,7 M EUR, alors que ses importations en provenance du pays ont enregistré une baisse de -21,7%, à 14,6 M EUR. A l'échelle de l'Afrique subsaharienne (52 pays), le Burkina Faso est le 13^{ème} pays importateur de produits français, le 24^{ème} pays exportateur vers la France et son 8^{ème} solde positif (183,2 M EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : échanges commerciaux entre la France et le Niger à fin septembre 2018**

A fin septembre 2018, les exportations de la France vers le Niger chutent de -27,2% avec un volume de 82,0 M EUR (moyenne Afrique de l'Ouest à -17,4%). Sur la même période, les importations de la France en provenance du pays s'effondrent à -97,9%, à 4,6 MEUR. A l'échelle de l'Afrique subsaharienne, le Niger est le 20^{ème} client de la France, le 36^{ème} fournisseur et est devenu son 13^{ème} solde positif (+77,4 MEUR) après avoir été longtemps l'un de ses plus importants soldes négatifs.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : versement par l'UE de 57,5 M EUR dans le cadre de l'Accord de pêche bilatéral**

L'UE vient de procéder au versement annuel de 57,5 M EUR à la Mauritanie dans le cadre de l'Accord de pêche bilatéral. Ce paiement forfaitaire est en particulier la contrepartie à l'accès des navires de l'UE aux zones de pêche mauritaniennes. Pour rappel, l'économie mauritanienne dépend en grande partie du secteur de la pêche, qui représente près de 20% des recettes budgétaires du pays et emploie environ 40 000 personnes.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Les effectifs de l'État réduits d'environ 11 500 suite au recensement**

Lancé officiellement en octobre 2016, le recensement des agents de l'État a été réalisé sur l'ensemble du territoire national et dans les missions diplomatiques et consulaires du Congo à l'étranger. Le rapport fait état de 60 026 fonctionnaires au 1/11/2018 contre 71 548 au 31/10/2016, soit un gap de plus de 11 500 fonctionnaires dont 4 525 agents non identifiés. L'incidence financière des agents non identifiés s'élève à près de 1,2 Md FCFA. Le rapport prévoit 59 288 agents au 1/01/2019 en raison des prochains départs à la retraite. Un fichier unique informatisé de la fonction publique et de la solde devrait être élaboré prochainement.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Djibouti : inauguration du Centre de Leadership et de l'Entrepreneuriat (CLE)

Baptisé Mahtma Gandhi, le CLE est une structure dédiée aux entrepreneurs et aux porteurs de projets souhaitant créer leur propre entreprise. L'incubateur propose un certain nombre de services et d'outils performants permettant d'accompagner les entrepreneurs dans la création d'entreprise tels que des formations et la mise à disposition d'espaces de *co-working*. La création de ce nouveau centre a été appuyée par la Banque mondiale via le programme de financement de projets d'investissement (FPI- crédit AID de 15 MUSD) ; le gouvernement indien a de son côté financé la construction du centre. Sous tutelle du ministère de l'Economie et des Finances chargé de l'industrie, le dispositif vise à accompagner et à accélérer la croissance des entreprises innovantes à Djibouti.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : incitation à la prudence face à une forte croissance du crédit

A l'occasion du gala annuel des banquiers qui s'est tenu le vendredi 23 novembre à Kampala, le directeur exécutif de la banque centrale Tumubweine Twinemanzi s'est inquiété de la forte croissance du crédit dans l'économie domestique, soulignant que cette dernière pourrait potentiellement se traduire par une hausse significative du taux de créances douteuses. Faisant suite à une année difficile pour le secteur bancaire ougandais, l'année 2017 a été marquée par une amélioration des indicateurs bancaires conduisant à une diminution de l'aversion au risque des banques et une reprise du crédit au secteur privé (11% en juin 2018 contre 5,9% en juin 2017).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : brigade de lutte contre l'orpaillage clandestin

Les autorités ivoiriennes ont créé une brigade spéciale pour réprimer les activités d'orpaillage clandestin et les infractions globales du code minier. En 2016, la Côte d'Ivoire a extrait officiellement environ 25 t d'or grâce à la Société des mines de Tongon, la Société des mines d'Ity, Agbaou Gold Operations et LGL Mines Côte d'Ivoire. Le code minier de 2014 fixe à 0,5% du chiffre d'affaire annuel de la compagnie minière, la contribution pour le financement des projets sociaux au profit de la population riveraine du périmètre d'exploitation.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : nouvel accord de pêche avec l'UE**

La Guinée-Bissau et l'UE ont signé le 15 novembre un nouvel accord de pêche, un an après l'expiration du précédent. Il permettra à une flotte d'environ 50 navires européens d'opérer dans les eaux territoriales du pays pour une durée de 5 ans pour des espèces désignées avec des limites de capture. En contrepartie, l'UE versera à la Guinée Bissau une contribution financière de 15,6 M EUR par an, soit une hausse de près de 70% par rapport au précédent accord (9,2 M EUR). Pour rappel le 1^{er} accord de pêche les alliant remonte à 1980. Le secteur de la pêche contribue à 7% du PIB de la Guinée-Bissau qui jouit d'une zone économique exclusive de 105 000 km².

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : 1,5 Md USD de prêts octroyés au *Ghana Cocoa Board* (COCOBOD) par la *China National Complete Engineering Corporation*

Les fonds seront notamment employés pour financer des travaux d'irrigations et la construction d'infrastructures dans les régions cacaoyères. Le marché chinois est considéré par les autorités ghanéennes comme un débouché majeur pour sa filière (20% de la production mondiale de fèves). Une unité de transformation d'une capacité de traitement de 40 000 T/an, dont la production sera prioritairement destinée aux consommateurs chinois, devrait être établie par le COCOBOD dans les prochaines années à l'aide d'expertise et de financements chinois (35 MUSD) et de fonds publics (25 MUSD). La production de produits transformés à partir de cacao représenterait aujourd'hui 250 000 T/an, soit près de 25% de la production annuelle totale, contre un objectif de 50% fixé par l'actuel gouvernement.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : nouveau programme pays de 60 MUSD signé entre le gouvernement fédéral et l'ONUDI

Le Nigeria et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont signé un nouveau programme pays à hauteur de 60 MUSD comprenant plusieurs orientations : gouvernance industrielle, recherche et statistiques, développement des PME, des Zones Économiques Spéciales, des parcs industriels, des énergies renouvelables, du secteur minier et le développement du secteur privé. Ce programme, le second pour l'ONUDI au Nigéria, portera sur la période 2018-2022 et s'alignera sur les priorités du gouvernement fédéral telles que définies dans Vision 20:2020, l'*Economic Recovery and Growth Plan* ou encore le *Nigeria Industrial Revolution Plan*.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : General Electric renonce à l'exploitation de deux lignes de chemin de fer

General Electric a annoncé son retrait d'une concession de 2 Mds USD pour l'exploitation d'environ 3 500 km de voies ferrées reliant Lagos à Kano et Port Harcourt à Maiduguri. À la direction d'un consortium composé de Transnet (Afrique du Sud), APM Terminals (Pays-Bas) et Sinohydro Consortium (Chine), General Electric n'a pas dévoilé la raison de son retrait mais a indiqué que Transnet reprenait la tête du consortium. General Electric a également indiqué qu'il se concentrerait au Nigeria sur le développement des infrastructures dans les domaines de la santé ou de l'électricité.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : inauguration d'une usine de gaz naturel liquéfié (GNL) à Port Harcourt par Greenville Oil and Gas Company Ltd**

L'inauguration vient conclure la première phase du projet, qui a nécessité entre 450 et 500 MUSD d'investissement. La capacité actuelle est de 2250 tonnes par jour, avec l'ambition d'atteindre 5250 tonnes une fois la seconde phase achevée. L'usine, située à proximité des installations de Total, Agip et Shell, permettrait d'accueillir le gaz qui en est issu, afin de le transformer et le transporter en camion dans des régions au nord du pays non reliées aux pipelines.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : lancement d'un projet de 2,4 MUSD pour la construction d'infrastructures routières financé par la Chine**

Le projet de construction du pont Lumley-Juba et de réhabilitation de la route Limkokwing-Regent à Freetown fait partie de l'initiative présidentielle en matière d'infrastructure. Prévu sous le mandat d'Ernest Bai Koroma (2007-2012), après réception d'un financement de l'Etat chinois de 2 MUSD, le projet n'avait pas encore été implanté. Sur les 2,4 MUSD de financement total, 1,5 MUSD sont des dons. Pour rappel, la Sierra Leone est classé 82e en matière de densité des infrastructures routières et 87e pour la qualité de ces dernières sur 140 pays, dans le *Global Competitiveness Report 2018* du *World Economic Forum*.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : La ville du Cap a signé un accord de prêt avec la banque de développement allemande KfW pour la gestion des eaux usées**

Le prêt de 1,3 Mds ZAR sur 15 ans s'inscrit dans la stratégie de la ville de diversifier ses sources d'approvisionnement en eau.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Netcare investit 38 millions d'euros dans le cadre d'un programme de digitalisation**

Netcare, acteur leader dans le secteur privé de la santé en Afrique du Sud, a annoncé le lancement d'un programme de digitalisation, pour un montant de 600M de rands (38M d'euros) à l'horizon 2022. D'après Dr Richard Friedland, CEO de Netcare, l'objectif est double : « Améliorer les services de santé proposés aux patients », notamment en accédant à leur dossier médical électronique, tout en « optimisant les informations diffusées auprès des professionnels de santé afin d'éviter les diagnostics et prescriptions inutiles ». Le projet est piloté par l'*hospital Netcare* de Milpark à partir de mars 2019, et sera élargi au reste du réseau en 2020. Netcare prévoit également de s'associer à *Apple* afin de garantir la confidentialité des informations diffusées.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ **Lesotho : La deuxième phase du *Lesotho Highlands Water Project* (LHWP) prévoyant la construction d'infrastructures à Polihali et Katse est prévue pour le 9 janvier 2019**

Le contrat a été attribué au regroupement d'entreprise constitué du Sud-africain WBHO et de l'entreprise lesothane LSP Construction (Pty).

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : octroi d'une enveloppe de 7 MUSD par le Fonds pour l'environnement**

Le Rwanda devrait bénéficier d'un financement de 7 MUSD dans le cadre de la septième enveloppe quadri-annuel d'un montant de 4,1 Mds USD dévolue au Fonds pour l'environnement mondial (GEF - *Global Environment Facility*). Le GEF est une facilité mondiale qui finance des activités relatives aux problèmes environnementaux en accord avec les conventions et accords internationaux sur l'environnement. Les responsables de la *Rwanda Environment Management Authority* (REMA) indiquent qu'une fois les fonds décaissés, ils contribueraient à la mise en œuvre d'un programme axé sur le développement de villes durables.

✉ philippines.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : signature d'un accord de 22 MEUR entre le Rwanda et les Pays-Bas pour la gestion intégrée des ressources en eau**

Le gouvernement rwandais et les Pays-Bas ont signé un protocole d'accord prévoyant l'octroi d'une subvention d'un montant de 22 MEUR afin de soutenir un programme de gestion intégrée des ressources en eau. Le programme se concentrera principalement sur deux projets : la restauration du paysage dans le sous-bassin versant de Sebeya et de Karambo et le contrôle des inondations dans le sous-bassin de Sebeya. Ce programme devrait permettre une meilleure réponse en cas de catastrophes naturelles le long de la rivière Sebeya et une protection plus effective des populations environnantes.

✉ philippines.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Bénin : projet de déploiement de fibre optique supplémentaire**

La réalisation d'études approfondies a permis de redéfinir le projet de développement de fibre optique supplémentaire et d'extension du réseau d'accès sur 2450 km. Ce projet a été scindé en deux composantes : (i) projet de développement des infrastructures de télécommunications et des TIC phase 2 et le (ii) projet de la « Boucle Ouest » portant sur la sécurisation de la partie sud du réseau et le déploiement de la fibre sur l'ouest du territoire (Cotonou-Djougou). Un contrat commercial est en cours de négociations pour la mise en œuvre de la 1^{ère} composante tandis que le gouvernement a autorisé des négociations par entente directe avec le groupement franco-français Axione-Bouygues Energies Services sur la 2^{ème} composante.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 5 projets solaires impliquant des entreprises françaises

Ces projets, sous forme partenariat public privé (PPP) et d'achat d'électricité (PPA), permettront de produire 155 MW d'énergie solaire dans le réseau de distribution de l'opérateur public Sonabel. Les promoteurs retenus sont : le groupement Soltech (Belgique)/Quadran (France)/Syscom (Burkina Faso) pour les centrales solaires de Zano (20 MW) et Dédougou (15 MW) ; la compagnie financière française Naange pour la centrale solaire de Kalzi (30 MW) ; la société française Urbasolar pour la centrale solaire de Pâ (30 MW) ; Africa-Ren (Greenwish Partners, société d'investissement française) pour la centrale solaire de Kodéni (30 MW) ; Green Yellow (filiale de Casino) pour une centrale solaire à Ouagadougou (30 MW).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : inauguration du 4ème échangeur de Ouagadougou

Le président du Burkina Faso, Roch Kaboré, a procédé le 15 novembre 2018 à l'inauguration de l'échangeur du Nord de Ouagadougou. Il s'agit du plus grand échangeur du pays, situé dans le quartier de Tampuy, au centre-nord de la capitale, construit en 36 mois par l'entreprise française Sogea Satom (Groupe Vinci). D'un coût estimé à 70 Mds FCFA (107 M EUR), il a été financé en PPP entre l'Etat burkinabé et la filiale locale du groupe marocain (BMCE) Bank of Africa (BOA).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : publication du diagnostic-pays systématique de la Banque mondiale

Le document de la Banque mondiale a été présenté le 19 novembre à Praia par le vice-Premier ministre et ministre des Finances, Olavo Correia. Ce dernier a notamment souligné la nécessité d'améliorer l'environnement des affaires et de réduire le niveau d'endettement public du pays. Quatre grandes catégories de contraintes au développement sont identifiées par la Banque mondiale dans son rapport : (i) le manque de capital humain, (ii) la faible connectivité, (iii) la performance médiocre du secteur public et (iv) la faible résilience. L'étude recommande que le Cap-Vert se concentre sur le développement d'un tourisme diversifié et d'une agriculture de niche.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : aide budgétaire de 55 M EUR de l'UE

Un nouveau programme d'aide budgétaire de 55 M EUR a été approuvé par l'UE le 8 novembre. Ce programme devrait contribuer à l'amélioration de la gouvernance, de la gestion des finances publiques et de la prestation de services. Il devrait durer deux ans pour la partie aide budgétaire et trois ans pour la partie assistance technique.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : prêt de 141,8 M EUR de Eximbank chinoise pour le financement du plan « Mali Numérique 2020 »**

Ce financement, validé par le parlement malien, est destiné au financement du projet « Mali Numérique 2020 » qui sera réalisé par la société China International Telecommunication Construction Corporation (CITCC) dans un délai de 24 mois. Ce projet prévoit : (i) la construction d'un *backbone* interurbain de fibres optiques d'une longueur de 817,4 km ; (ii) l'installation de douze (12) terminaux de type OSN 3500 ; (iii) un réseau urbain GPON (Gigabit Passive Optical Network) avec 100 km de fibres optiques ; et (iv) une cinquantaine de terminaux GPON pour interconnecter les institutions gouvernementales. Pour mémoire, le Mali dispose de 9200 km de fibre optique.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : un don de la Chine en matériels d'assistance humanitaire pour les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest affectées par la crise anglophone**

Le ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire camerounaise et l'ambassadeur de chine au Cameroun ont procédé à la signature des lettres d'échange pour un don de matériels d'assistance humanitaire d'urgence en faveur des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest affectées par la crise anglophone. Ce don de 1,8 Mds FCFA vient en appui au plan d'urgence humanitaire lancé par le gouvernement camerounais.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Le groupe Bolloré finance un projet d'incubation de start-up**

L'association Ecolia Labs a bénéficié d'un montant de 10 M FCFA de la filiale camerounaise du groupe Bolloré destiné à financer la première phase d'un projet d'orientation des jeunes vers l'entrepreneuriat numérique. Le projet consiste à former les jeunes et à les accompagner dans le processus de création de start-ups.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Djibouti : implantation de la société Golden Africa à Djibouti

Spécialisée dans la production d'huile de palme, cette société importera de l'huile à l'état brut, principalement en provenance d'Indonésie et la transformera et commercialisera sur place, à Djibouti. Cette nouvelle implantation permettra également à Golden Africa de desservir les pays de la région ; à savoir l'Ethiopie, la Somalie, le Somaliland et le Yémen. La société possède d'ores et déjà des branches au Kenya, au Nigeria, en Malaisie et en Indonésie ; elle est la seconde productrice d'huile de palme à échelle mondiale. L'investissement est bien accueilli par les autorités, qui cherchent à diversifier l'économie du pays.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : impact incertain du *Brexit* sur l'industrie du cacao

L'Intercontinental Exchange Futures de Londres est le marché à terme le plus important pour les fèves de cacao, rare matière première encore négociée en livre sterling. Cependant, avec le *Brexit* les contrats en sterling pourraient être amenés à disparaître selon certains observateurs. De fait, il complexifiera le marché du cacao étant donné que son financement, sa logistique et sa consommation sont entremêlés en Europe. Il soulèvera des questions de juridiction, applicabilité des contrats et transport entre les marchés britanniques et européens, mais pourrait placer le Royaume-Uni comme un hub financier idéal pour des marchés à terme de matières premières agricoles.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : rôle d'observateur au groupe Coton4 (C4) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

La Côte d'Ivoire vient d'être admise en qualité d'observateur auprès du C4, formé des grands pays producteurs de coton que sont le Burkina Faso, le Tchad, le Bénin et le Mali, au sein de l'OMC. Ils émettent des propositions pour axer les négociations multilatérales sur la commercialisation et le développement des filières cotonnières. Ainsi, la Côte d'Ivoire pourra indiquer ses positions et bénéficier des programmes d'assistance technique et financière pour le développement de la filière. Le coton représente 7% des exportations du pays pour 120 Mds FCFA (180 M EUR) de recettes, contribue à 1,7% du PIB et fait vivre 3,5 M de personnes dans les régions du Nord et du Centre.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : instauration d'une taxe sur l'export de noix de cajou brutes

A l'instar du Bénin, le Togo vient d'adopter une taxe à l'export sur les noix de cajou non transformées localement. Ainsi, l'exportation d'anacarde sous forme brute est taxée à 40 FCFA/kg et de 5 FCFA/kg pour l'anacarde transformée. L'objectif est d'alimenter par la perception de ces taxes un compte d'affectation spéciale servant de fonds de gestion de la filière anacarde, afin notamment de favoriser les transformations locales. A noter qu'après une production de 12 000 tonnes en 2017, les récoltes sont projetées à 15 000 tonnes pour 2018.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ghana : 140 MUSD de dettes du transporteur d'électricité Ghana Grid Company (GRIDCo) devraient être convertis en capital

Le gouvernement ghanéen aurait consenti à convertir en capital 140 MUSD de dettes au bilan de GRIDCo, l'opérateur en charge du réseau national de transmission électrique. Auparavant, le gouvernement avait transféré 120 MUSD de dettes du producteur d'électricité public Volta River Authority vers GRIDCo, dégradant ainsi ses ratios d'endettement et le poids des intérêts financiers dans ses comptes de résultat. Le faible niveau de liquidité de GRIDCo, fortement lié aux difficultés financières des entreprises publiques, demeure toujours irrésolu. Près de 900 M GHC (183 MUSD) d'impayés serait notamment dus par le distributeur d'électricité Electricity Company of Ghana Ltd et le producteur d'aluminium Volta Aluminium Company Ltd, dont l'Etat est le principal actionnaire.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : contrat annuel pour les importations pétrolières pour 2019 remporté par PetroChina

Le groupe pétrolier chinois a remporté l'appel d'offres des achats pétroliers annuels (2019) de l'Ethiopian Petroleum Supply Enterprise (EPSE) pour les importations éthiopiennes de carburant à partir de janvier 2019. EPSE souhaite acquérir sur 2019, 1,35 MT de gasoil, 240 000 T de kérosène et 350 000 T d'essence. EPSE se réserve le droit qu'une partie des importations puissent être réalisées via le port érythréen d'Assab. La société chinoise fournirait 24,3 % du gasoil, 7,1 % du kérosène et 42,5 % de l'essence des besoins annuels éthiopiens (estimés respectivement à 2,78 MT de gasoil, de 840 000 T de kérosène, de 494 000 T d'essence en 2019). La demande annuelle totale de carburant du pays en 2019 est estimée à 4,197 MT soit environ 3 Mds USD. Le solde restant sera fourni par la Kuwait Petroleum Corporation (KPC) et la Sudan Petroleum Corporation (SPC).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan du Sud : soutien d'1 Md USD de l'Afrique du Sud au secteur pétrolier sud-soudanais**

Le ministre de l'énergie d'Afrique du Sud et son homologue sud-soudanais ont signé le vendredi 23 novembre un *Memorandum of Understanding* (MoU) portant sur l'investissement d'1 Md USD dans le secteur pétrolier sud-soudanais. Cet investissement devrait notamment permettre la construction d'une raffinerie d'une capacité de 60 000 barils par jour ainsi que l'ouverture à l'exploration de certains blocs pétroliers pour des compagnies sud-africaines.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan du Sud : démenti de Gazprom Neft concernant la signature d'un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec les autorités sud-soudanaises**

La compagnie pétrolière russe Gazprom Neft a démenti avoir conclu un accord d'exploration avec les autorités sud-soudanaises, une annonce qui intervient en réponse aux déclarations des autorités sud-soudanaises. Gazprom Neft a expliqué être en attente d'informations supplémentaires du gouvernement qui conditionneront sa décision, une information concordant avec la déclaration du ministre sud-soudanais du Pétrole et des Mines Ezekiel Lol Gatkuoth.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : appel d'offres international pour la production de 600 MW à partir du charbon**

La société publique de distribution d'électricité de Tanzanie, Tanzania Electric Supply Company Limited (TanESCO), a lancé un appel d'offres international pour la production d'électricité à partir de centrales à charbon. TanESCO vise la production de 600 MW entre 2018 et 2020 à travers le pays. Les entreprises retenues devront conduire les études de faisabilité, financer, construire et exploiter des projets dont la capacité devra être comprise entre 150 MW et 300 MW par site d'exploitation. Le taux d'accès à l'électricité en Tanzanie oscille actuellement autour de 32%, avec une offre essentiellement portée par les centrales thermiques et hydroélectrique.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la SIR retrouve ses pleines capacités**

La Société ivoirienne de raffinage (SIR) va retrouver sa pleine capacité de raffinage avec le remplacement du réacteur endommagé lors de l'incendie du 2 janvier 2017. La SIR est la première entreprise du pays avec un chiffre d'affaires de 1,7 Md EUR. Total en est actionnaire à hauteur de 20,35%.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : 1ère exploration offshore de gaz et de pétrole infructueuse

Les premières explorations *offshore* menées par les compagnies australiennes FAR et malaisienne Petronas au large de la Gambie ont été infructueuses. Les forages du puits Samo-1 ont duré près de trois semaines, jusqu'à une profondeur de 3 240 m, et n'ont révélé aucun gisement de pétrole et de gaz. Cependant, le gouvernement a approuvé une prolongation de six mois afin de permettre à FAR et Petronas de procéder à une évaluation approfondie des résultats de Samo-1.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : production en vue de lithium

Les sociétés Birimian (Australie) et Kodal Minerals (Royaume-Uni) ont découvert des gisements de minéraux dans les sous-sols de Goulamina (sud-ouest du Mali) et Bougouni (Sikasso). Ces découvertes pourraient permettre au Mali, selon le ministère des Mines et du pétrole, de produire du lithium à l'horizon 2020. Le potentiel des gisements est à 48 Mt de minerai, dont 694 000 tonnes de lithium. Birimian, qui prévoit un investissement de 199 M USD, anticipe une première production de lithium pour le 1^{er} trimestre 2020. A noter que les réserves mondiales de lithium s'élèvent à environ 16 Mt et la majeure partie de la production est concentrée au Chili et en Australie.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le pays souhaite doubler sa production d'électricité d'ici 2024

Le gouvernement du Niger est en discussion avec trois entreprises chinoises pour développer d'ici 2024 une centrale au charbon de 200 MW dans le centre du pays, qui "permettra de créer un réseau interconnecté avec le Nigéria", a déclaré un responsable du ministère nigérien de l'Énergie, en marge d'une réunion des producteurs d'énergie ouest-africains. Le gouvernement nigérien prévoit également de construire deux centrales solaires de 7 MW et 20 MW, ainsi qu'une centrale hybride de 19 MW. Ces projets seraient financés par l'AFD, la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque mondiale et la Banque ouest africaine de développement (BOAD).

✉ cossuc@afd.fr

▼ Niger : découverte d'un nouveau bassin pétrolier au Niger

Les autorités nigériennes confirment la découverte par la compagnie algérienne Sonatrach d'un nouveau bassin pétrolier à Kafra, au nord du pays. Le gisement étant mitoyen du bassin pétrolier algérien de Taffassasset, c'est la filiale internationale de la compagnie algérienne Sonatrach qui a relancé la prospection en 2005. Les premiers forages s'étaient révélés positifs en mars dernier. Le 15 novembre, le gouvernement de Niamey a signé un avenant au contrat de partage de production du Niger avec Sonatrach. L'exploitation pourrait commencer dès la fin de l'année et fournir à terme 90 000 barils/jour supplémentaires au Niger, soit quintupler une production qui avait démarré en 2011 grâce au gisement d'Agadem, dans le sud-est du pays.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Sénégal : 192,6 M EUR générés par les industries extractives en 2017

Selon l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (ITIE), les revenus générés par le secteur extractif ont à nouveau augmenté en 2017, atteignant 192,6 M EUR, après 177,5 M EUR en 2016. Cette hausse s'explique en grande partie par l'introduction de la taxe spéciale sur le ciment dans la Loi de finances initiale de 2017, qui a permis de mobiliser près de 15,2 M EUR de recettes. Le secteur minier est le 1^{er} contributeur aux revenus tirés du secteur extractif, avec une part de 84% du total. Les hydrocarbures (pétrole et gaz) ne génèrent que 15% des recettes. Les quantités d'or extraites au Sénégal ont également augmenté, la production passant de 6,72 tonnes en 2016 à 7,25 tonnes en 2017.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Plus d'un million de mètre cube de gaz naturel liquéfié exporté à fin septembre 2018

Le ministère de l'Eau et de l'Energie annonce la réalisation complète du projet de construction, par le consortium SNH/Perenco/Golar, d'une usine flottante de gaz naturel liquéfié (GNL) dont la capacité de production annuelle est de 1,2 M de tonnes de GNL et de 30 000 tonnes de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Cette usine flottante permet au Cameroun de réaliser ses premières exportations de GNL. Par ailleurs, une convention gazière de 25 ans a été signée entre le Cameroun et la Société CMLNG SA filiale de la firme britannique Newage pour l'installation et l'exploitation d'une usine flottante de de GNL dans un bloc offshore (Etinde) dans le Sud-Ouest du pays. Le début de l'exploitation est prévu en 2023.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Nigéria : JC Decaux a fait son entrée sur le marché local de la communication en extérieur

JCDecaux est entré sur le marché nigérian après avoir conclu un accord avec Horizon Outdoor Advertising Limited, propriété de Grace Lake Partners. Quatre programmes de services ont d'ores et déjà commencé à être mis en place à travers la ville de Lagos : un programme d'information trafic en direct (LATIS), le déploiement d'abribus avec supports publicitaires énergétiquement autonomes, de toilettes gratuites et publiques aux arrêts de bus les plus fréquentés, et un réseau de panneaux d'affichage de 92m² pour les stations en construction du futur téléphérique de la ville. Les programmes couvrent l'installation, l'exploitation et la maintenance des équipements dont le coût ne devrait pas être supporté par les citoyens de Lagos, selon le communiqué de presse publié par JCDecaux Grace Lake.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Reprise imminente du CFCO

Le Premier ministre a annoncé lors du Conseil des ministres du 26 novembre la reprise officielle du Chemin de fer Congo océan (CFCO) début décembre, alors qu'un premier train de marchandises est attendu à Brazzaville le mercredi 28 novembre. Cette reprise intervient deux ans après l'arrêt du trafic ferroviaire entre Pointe-Noire et Brazzaville en raison de la montée de l'insécurité dans le département du Pool. Le coût de la réhabilitation des trois ponts endommagés par ces violences s'est élevé à 1,9 Md FCFA (2,9 M EUR), en partie financé par Bolloré dans le cadre de ses opérations sur le corridor Pointe-Noire/Brazzaville/Kinshasa.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Burkina Faso : investissement de Oikocredit dans Anatrans (le transformateur de cajou)

L'investisseur néerlandais à impact social Oikocredit est devenu actionnaire du principal transformateur de cajou du Burkina Faso grâce à un investissement de 2 M EUR dans Anatrans. Anatrans s'approvisionne auprès de 3500 producteurs et fournit les marchés internationaux en noix de cajou biologiques et conventionnelles selon les règles du commerce équitable. Transformant la matière première depuis 2010, l'entreprise emploie 1500 personnes et soutient les groupes de producteurs par une assistance technique en collaboration avec des ONG.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Jumia va distribuer des produits Carrefour dans trois pays d'Afrique

Le leader africain du commerce en ligne Jumia va distribuer des produits Carrefour à partir de 2019 en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Sénégal. Jumia distribuera sur sa plateforme de vente en ligne divers produits alimentaires, de droguerie, etc. pour le compte de Carrefour, associé en Afrique de l'ouest au groupe diversifié CFAO, filiale de Toyota. L'accord a été signé entre Jumia et la joint-venture Adialea, qui réunit CFAO et Carrefour.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Angola : Vote du budget pour 2019, fragilisé par la baisse des prix du pétrole

Le budget de l'Angola pour 2019 a été voté ce 14 novembre par les députés du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) avec l'abstention de l'ensemble de l'opposition. Basé sur un prix du pétrole à 68 USD, la récente diminution du prix du baril fait craindre, si elle devait se poursuivre, une baisse importante des recettes estimées en 2019 (les recettes pétrolières représentant 70% des recettes fiscales du pays).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : Présentation du budget pour l'année 2019

Ce jeudi 22 novembre, le ministre des Finances Mthuli Ncube a présenté le budget pour l'année fiscale 2019, très attendu par la communauté internationale aux vues de la situation économique dégradée du pays. En 2018, les dépenses devraient être supérieures de 2,8 Mds USD à la cible initialement prévue soit un déficit réévalué à 11,7% du PIB – contre les 3,3% attendus il y a un an. Pour 2019, le gouvernement a annoncé une réduction du déficit à 5% du PIB grâce à une augmentation des recettes de plus de 24% principalement alimentée par une augmentation des revenus de la TVA et des droits d'accises et facilitée par le niveau important de l'inflation (attendu à 22,4% en 2019). En ce qui concerne les dépenses, celles-ci devraient progresser de 8,5% entre 2018 et 2019 mais représenter une part moindre du PIB (de 33 à 24%). Cela sera rendu possible par la réduction du poids de la masse salariale (de 16 à 13% du PIB). En effet, le gouvernement a annoncé une baisse des salaires des cadres publics (directeurs, ministres) de 5%, effective à partir du 1^{er} janvier 2019. Le poids de l'agriculture devrait néanmoins rester conséquent en 2019 – plus de 15% des subventions.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le Chef de l'Etat en visite officielle au Japon

Le président du Burkina Faso, Roch Kaboré, a effectué sa première visite officielle à Tokyo du 18 au 22 novembre 2018 où il s'est entretenu avec les plus hautes autorités au sujet du renforcement de la coopération bilatérale. A travers son agence de coopération internationale japonaise (JICA), le Japon intervient dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des infrastructures, de l'eau et dans l'agriculture (aménagement de bas-fonds pour la production du riz, recherche de semences améliorées). Accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires, le président burkinabé a présidé également le 1^{er} forum économique bilatéral.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : organisation d'un forum économique Togo-UE au 2ème trimestre 2019 à Lomé**

A l'issue du 19^{ème} dialogue Togo-UE, les deux parties se sont accordées sur la tenue à Lomé, au 2nd trimestre 2019, d'un forum d'affaires. Le principe sera de faire venir sur place des délégations d'investisseurs européens pour que la partie togolaise les sensibilise aux projets structurants inscrits au Plan national de développement (PND, 2018-2022), dont plus de 60% devront être financés sur fonds privés. L'UE en profitera également pour spécifier les nouveaux appuis qu'ils peuvent désormais proposer dans le cadre de l'opérationnalisation du Plan d'Investissement extérieur.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

